

P.03

Sénégal, de la transformation à la révolution agricole (s) par Dr Papa Abdoulaye DIOP

P.11

Dans la course contre le changement climatique, l'espoir subsiste pour l'Afrique

ECHOS des **TERRITOIRES**



Un magazine pour nos terroirs N° 005 Septembre 2022

AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

Les grands défis pour nourrir le Sénégal

P.05

P.14

Activités de jeunesse pendant les vacances scolaires : la Citoyenneté et l'Insertion par le sport et les loisirs

P.18

Edition 2022 du Grand Magal de Touba

Sommaire

AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

Les grands défis pour nourrir le Sénégal



P.05

Actualités

Activités de jeunesse pendant les vacances scolaires : la Citoyenneté et l'Insertion par le sport et les loisirs



P.14

Directeur de publication : Papa Abdoulaye DIOP

Directeur de rédaction : Boubacar Demba SADIO

Chef d'édition : Sonia BASSE

Infographe : Mamadou Lamine KASSE

Photographe : Birama NDIAYE

Editorial

Sénégal, de la transformation à la révolution agricole (s) par Dr Papa Abdoulaye DIOP **P.03**

Dossier

Les grands défis pour nourrir le Sénégal **P.05**

Interview du Ministre de l'agriculture et de l'équipement rural **P.09**

Actualités

Dans la course contre le changement climatique, l'espoir subsiste pour l'Afrique **P.11**

Activités de jeunesse pendant les vacances scolaires : la Citoyenneté et l'Insertion par le sport et les loisirs **P.14**

Edition 2022 du Grand Magal de Touba **P.18**

Agenda culturel

Septembre Mandingue à Mbour: La Chronique du Kankourang par Mamadou KANE **P.19**

Actualités



P.11

Dans la course contre le changement climatique, l'espoir subsiste pour l'Afrique

Sénégal, de la transformation à la révolution agricole (s) par Dr Papa Abdoulaye DIOP



Dr Papa Abdoulaye DIOP

*Docteur en Economie des Ressources naturelles
et de l'Environnement*

Depuis plus de 40 ans, les agricultures ouest africaines connaissent une crise structurelle. Le Sénégal n'échappe pas à cette situation. Notre agriculture n'arrive pas à combler la demande sénégalaise en riz et en blé qui sont les deux principales céréales d'utilisation quotidienne dans notre alimentation. Notre agriculture n'arrive pas à assurer des revenus substantiels aux paysans sénégalais. Notre agriculture n'arrive pas à exporter de grandes quantités de production pour assurer des devises à l'économie nationale et rééquilibrer nos balances commerciales et de paiements. Enfin notre agriculture n'arrive pas à créer assez d'emplois afin d'être un secteur d'absorption de la forte demande en emploi. Une révolution agricole est donc nécessaire et urgente afin de répondre aux attentes. Le Sénégal s'est engagé résolument à transformer son agriculture afin de couvrir ses besoins alimentaires de manière endogène. D'une agriculture à l'origine vivrière et familiale orientée vers les cultures de rente

(arachide et coton), le Sénégal tend de plus en plus vers une agriculture moderne avec des productions céréalières (le niébé, le mil, le riz et le maïs) en augmentation répondant à la demande locale croissante. Depuis quelques années, grâce à une volonté politique forte et à des programmes de développement incitant à améliorer la qualité et à organiser les producteurs et les transformateurs, notre agriculture se transforme. Par exemple, entre la riziculture traditionnelle ou pluviale de bas-fonds ou de plateau essentiellement pratiquée en Casamance et la riziculture irriguée dans la vallée du fleuve Sénégal et dans le bassin de l'Anambé, la révolution du riz local commence à murir. Il est vrai que la production annuelle du riz local ne comble toujours pas la demande sénégalaise en totalité car l'accroissement démographique et l'urbanisation croissante ont augmenté significativement les besoins de consommation de cette denrée, amenant le Sénégal à recourir à des importations massives qui ont atteint une valeur nette de 27 milliards FCFA en 2016 soit 966 498 tonnes importées (NACE- Note d'Analyse de la Conjoncture Économique- 2016). Mais les efforts déployés ont permis au pays de multiplier par quatre la production de riz entre 2010 et 2020 passant de 312 000 tonnes en 2009-2010 à une production record de 1,3 million de tonnes de riz en 2021/2022. Le même phénomène d'augmentation substantielle de la production et des rendements a été observé pour toutes les autres céréales qui entrent dans les habitudes de consommation des populations sénégalaises (Maïs, Mil, Niébé, etc.). Il en est de même des fruits et légumes et des tubercules. Les acteurs locaux grâce à des réels efforts au niveau de la production et de la productivité (augmentation des superficies, deux cultures par an

dans certaines zones de la vallée du fleuve, homologation de nouvelles variétés, etc.), du packaging et de la commercialisation (promotion du consommateur local, standardisation de la présentation des produits, etc.) réussissent à faire exister la production agricole dans le marché local. Mais cette transformation agricole qui amènera notre pays vers l'autosuffisance alimentaire ne pourra être aboutie que si elle devient une révolution agricole. Pour cela certaines conditions sont nécessaires pour passer de la transformation agricole à la révolution agricole. La première est que la volonté politique qui a été à l'origine d'une stratégie d'augmentation des surfaces cultivées et d'une meilleure productivité perdure. Le contexte actuel qui a fait entrer le pays dans le cercle des exportateurs de gaz et de pétrole peut susciter de nouvelles dynamiques internes. Mais la vocation du Sénégal n'est pas d'être un pays « énergétique ». Sa trajectoire naturelle est d'être un pays à vocation agricole. Il faudrait que la volonté politique agricole des dix dernières années subsiste et qu'elle ne réponde pas à « l'appel du fossile ». La deuxième condition est l'acceptation communautaire que l'agro-business est la condition *sine qua non* pour une agriculture qui assure l'autosuffisance alimentaire, procure des revenus décents aux paysans, génère des devises aux pays et lutte contre le chômage. Certes de nombreuses initiatives privées et un bon compagnonnage public-privé ont donné naissance à des structures dynamiques comme qui contribuent à la création d'emplois et à la croissance économique à travers leur dynamisme de production. Mais si les pays asiatiques ont réussi leur révolution agricole dans les années 70 c'est grâce à de grands mastodontes agro-industriels. Cela permet d'aborder la troisième condition qui est la réforme foncière. Toute politique agricole qui permet

d'atteindre l'autosuffisance alimentaire s'est adossée à une réforme foncière afin de permettre au capital privé d'investir massivement dans l'acquisition de terres pour cultiver. Le Sénégal ne saurait échapper à ce principe. Si maîtriser la problématique foncière est une question essentielle, celle de l'eau est primordiale. Une autre condition est donc la maîtrise de nos eaux. Notre agriculture a longtemps été dépendante des aléas climatiques. Pour qu'elle franchisse le cap de l'autosuffisance, notre agriculture doit dépendre de la maîtrise humaine de l'eau. Une agriculture durable permettant de répondre à la demande nationale doit prendre en compte tous les aspects notamment sociaux du pays. Sur ce point, il s'agira pour nos populations d'apporter leur contribution à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire en faisant du « consommer sénégalais » une réalité palpable et non un simple slogan. Une dernière condition pour une révolution agricole sénégalaise est l'idée que nos habitudes de consommation sénégalaises doivent endosser les habits d'un « patriotisme agricole ». En réalité on peut s'aventurer à dire que le Maïs est la céréale du continent américain, le Blé est la céréale du continent européen, le Riz est la céréale du continent asiatique alors que le Mil est la céréale du continent africain. Ce n'est pas faire preuve de déraison que de le dire. Un simple regard des importations et exportations de ces céréales à travers le Monde en 2022 permet de le vérifier. Il est vital à ce titre que l'Afrique, et donc le Sénégal, soit en phase avec sa propre « céréale » en orientant ses habitudes de consommation vers davantage de Mil pour achever sa révolution agricole.

Dr Papa Abdoulaye DIOP

Docteur en Economie des Ressources naturelles
et de l'Environnement
Chercheur à l'Université Le Havre Normandie

Les grands défis pour nourrir le Sénégal

Le Sénégal a fait du développement de l'agriculture et de l'agro-industrie une priorité nationale. L'objectif : augmenter la production en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de mettre fin à la dépendance du pays aux importations, notamment en riz. Quels défis se posent aux autorités ?



Le secteur agricole constitue un pilier de la politique de développement du Sénégal, et représente 17% du PIB en 2017. Avec 52% de la population active, l'agriculture joue de fait un rôle social et économique essentiel. Elle est majoritairement (90%) le fait d'exploitations familiales qui combinent des cultures de rente et des cultures vivrières de subsistance, tout en possédant quelques animaux en élevage extensif ou semi-intensif associé aux cultures. Parallèlement, se développent des exploitations modernes en mode entrepreneurial ou en agro-business, à l'aide d'investissements nationaux ou étrangers dans les filières de produits à haute valeur ajoutée telle l'horticulture (fruits et légumes) essentiellement pour l'export mais aussi de plus en plus dans les filières riz, oignon et pomme de terre à destination du marché national.

La politique gouvernementale de développement de l'agriculture est décrite dans le Plan Sénégal Emergent (PSE) et mise en œuvre par le Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture (PRACAS). Dans les décennies à venir, le Sénégal devra relever des défis importants pour assurer sa sécurité alimentaire et améliorer le revenu de sa population en expansion et en urbanisation rapide. Il s'agit non seulement de produire plus, malgré la menace que fait peser le dérèglement climatique sur les rendements et leur régularité, mais aussi de produire mieux (en qualité et en diversité des produits). L'importance du secteur agricole sénégalais pour la sécurité alimentaire transparaît dans la priorité qui lui est accordé dans le PRACAS où se fait jour le besoin de renforcer le potentiel agricole et de diversifier les profils de production/exportation.

Avec la demande croissante en produits alimentaires imputable à la croissance démographique, à l'urbanisation et à l'augmentation des revenus, c'est toute une économie alimentaire qui se développe. La politique agricole doit alors s'ajuster et évoluer vers une politique alimentaire intégrée qui, en plus d'aider les producteurs à répondre à la demande de produits primaires, améliore la performance des entreprises agroalimentaires pourvoyeuses d'emploi.

La production du riz au Sénégal reste encore majoritairement développée au nord dans la Vallée du fleuve Sénégal à travers la culture irriguée alors que les zones pluviales (le Sénégal orientale, la haute, basse et moyenne Casamance) renferment un potentiel plus grand resté très peu exploité jusque-là. De fait, la productivité demeure insuffisante face à la forte demande nationale en riz. Sous ce rapport, il était urgent de mettre en place des stratégies globales et cohérentes afin d'accroître la production du riz sur l'ensemble du territoire national.

Les productions de mil, de maïs, de sorgho, de fonio, etc., se situent dans le Bassin arachidier, dans le Sénégal oriental et en haute, basse et moyenne Casamance. Les productions annuelles progressent avec des rendements moyens encore faibles liés à un épuisement des sols et à un apport faible d'intrants et d'équipements agricoles (réservés plutôt à l'arachide), à la baisse de la pluviométrie, etc. Ces cultures restent la base de l'alimentation des ménages ruraux. L'arachide, produite essentiellement dans le Bassin arachidier, reste la culture la plus présente dans les ménages agricoles et la principale source de revenus. Destinée à l'exportation, la filière est confrontée depuis des années à une baisse de production et des difficultés d'appro-

visionnement des huiliers.

Les racines et les tubercules, parmi lesquelles le manioc, la patate douce et la pomme de terre, sont cultivées dans des environnements agro-écologiques et selon des systèmes de production variés. Leur culture est encouragée, car elles permettent d'atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de produire de plus grandes quantités de nourriture par unité de surface de terres agricoles. Selon des experts, elles sont moins sensibles au choc et à la spéculation sur les prix que subissent des aliments de base tels que les céréales.

La filière maraîchère (fruits et légumes) est très dynamique grâce aux exportations et à la mise en place de plusieurs initiatives intégrées à vocation industrielle, notamment dans le sous-secteur de la tomate. Globalement, la production agricole a enregistré une croissance continue ces dernières années grâce aux subventions publiques principalement affectées à l'acquisition de facteurs de productions (semences, engrais, équipements), au financement des services agricoles ainsi qu'à la mise en place de réformes majeures pour améliorer la gouvernance du secteur.

A signaler que le Sénégal dispose d'un paysage agricole contrasté doté d'un potentiel important mais soumis aux multiples contraintes.

Une agriculture soumise à de fortes contraintes

Le Sénégal est un pays plat avec un climat tropical, marqué par deux saisons : une saison sèche allant de novembre à juin et une saison des pluies de juillet à octobre. La pluviométrie moyenne annuelle est relativement faible sur presque le territoire national, variant entre 300 mm au nord, et 1200 mm au sud.

Le pays dispose d'un potentiel des terres irrigables important (349 000 ha), lié principalement à l'aménagement du fleuve Sénégal, et de 3,8 millions d'ha de terres arables, dont 2,5 millions sont cultivés. Moins d'un tiers des 349 000 ha de terres irrigables est aménagé.

Des ressources en eaux superficielle et souterraine relativement importantes, avec deux fleuves (Sénégal et Gambie), des cours d'eau permanentes et des bassins côtiers, sont à observer sur le territoire national. De même qu'une façade maritime de 700 km. Six zones agro-écologiques sont identifiées avec des caractéristiques physiques, climatiques et socio-économiques différenciées qui leur confèrent des potentialités propres et des sensibilités spécifiques aux changements climatiques.

Les Niayes, englobant les régions de Dakar, Thiès, Louga et Saint-Louis, abritent des producteurs maraichers et fruitiers qui réalisent plus de 80% des exploitations et des fermes modernes de productions de viande, de lait et d'œufs. Cette zone souffre de l'avancée des dunes, de la salinisation des sols, de l'ensablement des terres de bas-fond et de l'érosion côtière.

Le Bassin arachidier des régions de Kaolack, Fatick, Diourbel, Kaffrine et Louga qui voit l'émergence des cultures de maïs, pastèques et de niébé. Vaste pleine céréalière, il subit une dégradation accélérée des sols, une érosion éolienne et hydrique, des sécheresses récurrentes et une forte évapotranspiration.

La zone sylvo-pastorale, également dénommée le Ferlo, couvre principalement les régions de Louga et Matam. Elle comprend 22% à 30% du cheptel national, et est caractérisée par la faiblesse

et l'irrégularité des pluies, un déficit en ressources ligneuses et fourragères, une pauvreté et une déstructuration des sols. La Vallée du fleuve Sénégal où dominant la riziculture irriguée, le maraichage et le maïs. Elle souffre de pluies rares et irrégulières, d'une forte évaporation, d'une salinisation des terres et une érosion côtière.

Le Sénégal oriental et la Haute Casamance, couvrant les régions de Tambacounda et de Kolda, est une zone où prédomine l'agriculture pluviale dont le coton, l'élevage et l'exploitation forestière. Celle-ci subit les effets de l'érosion éolienne et hydrique, une dégradation des terres, un déboisement, une baisse de la pluviométrie et des feux de brousse.

La Basse et Moyenne Casamance sont essentiellement des zones de forêt, de cultures de riz de bas-fond, de mil, de maïs et d'arachide mais aussi d'élevage. La salinisation des rizières, l'acidification des sols de bas-fond, l'érosion éolienne et hydrique, la baisse de la pluviométrie et la dégradation du couvert végétal y sont également fortement constatés.

Eu égard à tous ces facteurs, les enjeux et les défis sont encore majeurs pour rendre notre agriculture performante.

Enjeux et défis majeurs

L'agriculture reste fortement perturbée par les changements climatiques, qui entraînent des périodes de sécheresse, souvent avec de longues pauses pluviométriques. Ainsi, l'augmentation et la diversification de la production sont impératives pour faire face à ces aléas climatiques. Pour ce faire, il faut nécessairement faire face à la pression croissante sur l'eau productive. Selon les prévisions

de la FAO, d'ici 2030, le taux des prélèvements en eau pour l'agriculture augmentera d'environ 14%, et les terres irriguées s'étendront ultérieurement de 45 millions d'hectares dans 93 pays en développement. Donc, la pression sur les ressources en eau est croissant, tout comme le défi pour l'agriculture d'aujourd'hui et demain. Sous ce rapport, le Sénégal s'est engagé ces dernières années dans la construction d'infrastructures hydro-agricoles pour répondre aux besoins croissants de l'agriculture. La réalisation de ces infrastructures hydro-agricoles telles que les barrages, les digues anti-sel et les forages vise à combler les besoins accrus du secteur agricole sénégalais en eau. L'enjeu, c'est d'améliorer le taux de couverture de la demande nationale, de contribuer à l'amélioration des revenus des producteurs et de réduire la pauvreté. L'un des défis majeurs, c'est aussi de développer la recherche qui doit jouer un rôle de premier plan dans l'introduction d'innovations technologiques, de techniques et d'outils d'aide à la décision pour promouvoir une agriculture productive, compétitive et durable, pourvoyeuse d'emplois. Pour y arriver, il faut relever un certain nombre de défis. Il faut trouver une articulation appropriée entre l'agriculture familiale

et le modèle l'entrepreneurial de production et de transformation agricole. Il faut également lever les contraintes majeures de riziculture pluviale. L'amélioration des capacités d'encadrement technique des conseillers agricoles et techniques de culture de riz des producteurs est tout aussi essentielle. Pour limiter la forte dépendance du pays aux importations de riz, le Programme d'Amélioration de la Production du Riz dans les Aménagements hydro-agricoles de la Vallée du Fleuve Sénégal (PAPRIZ) a été lancé par le gouvernement du Sénégal à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural. L'urgence étant de développer la production nationale du riz pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire. Le PAPRIZ est une réponse à cette nouvelle orientation stratégique des autorités sénégalaises. Son objectif, c'est d'appuyer techniquement tous les maillons de la chaîne de valeur depuis les aménagements rizicoles jusqu'à la commercialisation en passant par la production et la transformation afin d'améliorer la productivité et la rentabilité de la riziculture dans la Vallée du Fleuve Sénégal.

B. D. SADIO



AUTOSUFISANCE ALIMENTAIRE

INTERVIEW Du MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL

"La probabilité d'obtenir une meilleure production est très forte"

Dans un entretien exclusif accordé au magazine " Échos des Territoires", le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural a abordé le déroulement de la campagne agricole en cours, les fortes précipitations enregistrées sur la période de juillet - août 2022 et les perspectives agricoles qu'elles augurent. M. Moussa BALDE s'est également prononcé sur la crise céréalière provoquée par la guerre en Ukraine qui remet au goût du jour la problématique de l'autosuffisance alimentaire dans notre pays et le dérèglement climatique qui constitue une sérieuse menace qui pèse sur la sécurité alimentaire, entre autres sujets.



M.Moussa BALDE

Ministre de l'agriculture et de l'équipement rural

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, comment se déroule la campagne agricole en cours?

J'ai effectué une tournée dans le delta de la vallée du fleuve, dans les régions de Tambacounda, Kaffrine, Kaolack et Fatick, j'ai traversé de long en large les régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor, et observé l'hivernage au niveau de la région de Thiès. Je reçois au quotidien des éléments sur le déroulement de la campagne venant de toutes les régions, qu'il soit des notes, des photos, des vidéos, etc. La conclusion principale que je peux tirer de tout cela est que l'hivernage à ce jour se passe très bien dans l'ensemble. La mise en place des intrants (semences, engrais, etc.) s'est très bien passée, l'hivernage à ce jour est pluvieux, conformément aux prévisions météorologiques ; le niveau d'équipements a permis aux producteurs de mieux faire face

aux opérations culturales, les attaques de ravageurs sont globalement contenues, les cultures se portent bien, la diversification est de mise partout et les emblavures des principales spéculations semblent augmenter. Je m'empresse de préciser que le niveau d'équipement n'est pas encore suffisant et que quelques attaques de ravageurs ont été notées çà et là. Comme on ne peut avoir un hivernage parfait, je suis heureux de constater que globalement cet hivernage est parti pour être le meilleur que notre pays n'a jamais connu dans le passé. Je ne serai pas surpris que des records de production soient battus dans les principales productions si l'hivernage se termine bien.

Les précipitations enregistrées sur la période de juillet – août 2022 augurent-elles des perspectives agricoles et alimentaires assez favorables ?

Oui absolument ! L'eau étant un intrant vital dans toutes les formes d'agriculture, particulièrement celle pluviale, chaque fois qu'un hivernage est pluvieux, la probabilité d'obtenir une meilleure production est très forte. Il faut juste préciser qu'il s'agit de chance à saisir. Cette chance on la saisit avec des semences adaptées et des fertilisants distribués à bonne date, un conseil avisé sur les meilleures pratiques agricoles, un niveau de mécanisation qui raccourcit et allège des opérations culturales, etc. L'ensemble de ces conditions étant réuni cette année, nous pouvons valablement penser que les perspectives agricoles et alimentaires sont favorables.

La crise céréalière provoquée par la guerre en Ukraine a remis au goût du jour la problématique de l'autosuffisance alimentaire en Afrique. Quelle agriculture ou quels défis à relever pour amener le Sénégal à se nourrir ?

J'ai lancé récemment le Programme Agricole une Souveraineté Alimentaire Durable (PASAD) qui ambitionne de construire une agriculture productive, compétitive, diversifiée, durable et pourvoyeuse d'emplois décents. Pour y parvenir, le département compte s'appuyer sur quatre piliers : (i) l'amélioration et la sécurisation de la base productive ; (ii) l'accroissement durable de la productivité et de la production agricole ; (iii) le renforcement du dispositif des services agricoles en matière d'appui à la production ; et (iv) l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole. Le PASAD est bâti sur trois (3) programmes phares : le Programme national d'Auto-suffisance en Riz Horizon 2025 (PNAR25), le Programme national de Développement de l'Horticulture (PNDH25) et le Programme national de Relance et Développement des Cultures céréalières (PNRDC25). Les objectifs de production agricole totale à l'horizon 2025 prévus dans le PASAD sont de **5 463 500 tonnes** pour les cultures céréalières, **2 685 000 tonnes** pour les cultures industrielles et **4 761 710 tonnes** pour les cultures horticoles.

Le changement climatique constitue une grande menace qui pèse sur la sécurité alimentaire de notre pays. Quel plan de riposte les services du Ministère préconisent-ils toujours pour atténuer ses effets sur le rendement des cultures ?

L'essentiel des activités qui se mènent au quotidien au sein de mes services tournent autour d'activités de résilience. La recherche nous permet d'avoir une

palette de semences à utiliser en fonction des zones agro écologiques et des prévisions météorologiques ; le renforcement continu du niveau de mécanisation permet aux producteurs de mieux profiter de l'eau de pluie grâce au raccourcissement des temps consacrés aux opérations culturales ; les aménagements hydro agricoles permettent une meilleure maîtrise de l'eau agricole ; le conseil est orienté vers les innovations technologiques etc. Le PASAD qui incarne tout cela est ainsi un puissant plan de riposte qui peut permettre au Sénégal d'effectuer de grands bonds en avant dans le secteur agricole, s'il est financé et mis en œuvre.

Les questions liées au financement de l'Agriculture se posent avec acuité. Quels sont les pas franchis par le gouvernement du Sénégal vers la modernisation du secteur agricole ?

A la vérité, il faut reconnaître que l'agriculture est érigée en sur-priorité par le Président Macky SALL. Depuis son accession à la tête du pays, le budget du ministère de l'agriculture et de l'équipement rural ne cesse de croître. Par ailleurs, ses choix de politique agricole sont régulièrement soutenus par les partenaires au développement du fait de leur pertinence. Les seules difficultés qui retardent la mise en œuvre de sa politique sont relevées dans les défaillances d'entreprises.

Quels sont les besoins alimentaires actuel et futur du Sénégal au regard de la démographie galopante ?

La population du Sénégal est aujourd'hui estimée à plus de 17 millions d'habitants avec des besoins en céréales estimés à plus de 2 500 000 tonnes si on se base sur les normes FAO (450 g /jour). Cette année, nous attendons une production d'au moins 4 millions de tonnes, ce qui nous laisse croire qu'à terme, l'autosuffisance sera atteinte.

Dans la course contre le changement climatique, l'espoir subsiste pour l'Afrique

Les évènements climatiques extrêmes observés à l'échelle planétaire ont été d'une acuité réelle. Cela préfigure l'ampleur de la crise climatique qui se profile dans le monde. Pour éviter de futures catastrophes, plus d'ambition climatique est nécessaire à l'échelle mondiale. En Afrique, l'une des régions les plus durement touchées par les impacts du changement climatique, ce besoin est plus aigu que partout ailleurs. Malgré les gros titres négatifs, les actions quotidiennes des acteurs locaux nous donnent de nombreuses raisons d'avoir de l'espoir. Voici cinq signaux d'espoir que nous voyons sur le terrain.



1. Les engagements climatiques de l'Afrique sont plus solides que la moyenne mondiale

Les pays utilisent non seulement leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN) pour fixer leurs objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux impacts climatiques, mais aussi pour définir comment atteindre ces objectifs. Les CDN sont ainsi destinées à aider les pays à amorcer un virage transformateur vers des voies de développement plus vertes, et leur qualité est, par là même, essentielle. À l'aide de sa liste de vérification pour l'assurance qualité des CDN, le PNUD a évalué la qualité des CDN soumises par les pays soutenus par la Climate Promise par rapport aux trois dimensions

suivantes : robustesse, faisabilité, et appropriation et inclusivité.

Et par rapport à la moyenne mondiale, la région Afrique a obtenu un score supérieur pour ces trois dimensions. Une grande majorité (89 pour cent) des CDN en l'Afrique sont solides et font preuve d'appropriation et d'inclusivité (87 pour cent). Bien que les CDN aient été plus faibles en matière de faisabilité de mise en œuvre (42 pour cent), elles ont néanmoins obtenu un score supérieur à la moyenne mondiale (33 pour cent).

2. Les pays s'engagent comme jamais auparavant en faveur de la résilience climatique

Pleinement conscients que les risques posés par le changement climatique pourraient anéantir des

années de progrès en matière de développement, une grande majorité de pays africains ont élargi la portée sectorielle de leurs CDN mises à jour, ou y ont ajouté de nouveaux secteurs pour l'adaptation. 92 pour cent d'entre eux ont également défini des objectifs et/ou des cibles d'adaptation plus clairs par rapport aux CDN soumises précédemment.

L'agriculture et l'utilisation des terres sont priorisées par de nombreux pays pour leurs efforts d'adaptation, car la dépendance des moyens d'existence vis-à-vis des agro-écosystèmes reste élevée dans la région. En effet, environ 70 pour cent de la population en Afrique sont de petits exploitants agricoles ayant une capacité limitée à faire face aux chocs climatiques. 95 pour cent des pays se sont engagés à renforcer l'alignement de leur CDN avec les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) ou d'autres processus ou instruments de planification de l'adaptation. L'élaboration des PNA est un processus important qui permet aux gouvernements d'analyser les risques climatiques actuels et futurs, ainsi que de prioriser les options d'adaptation à moyen et long terme.

3. Les efforts en matière de transparence se multiplient

La plupart des pays d'Afrique ont entrepris d'importants travaux pour améliorer la disponibilité et la qualité de leurs données liées au climat. Les données sur les émissions climatiques peuvent changer au fil du temps, ce qui souligne l'importance de disposer de données à jour dans le but d'effectuer un suivi des réductions d'émissions. Et pourtant, plusieurs pays africains fondent encore les projections incluses dans leur CDN sur des inventaires obsolètes de gaz à effet de serre, ainsi que sur des facteurs et données d'émission par défaut. L'amélioration de la qualité et de la disponibilité des données renforcera les systèmes liés à la transparence et apportera des avantages tels que

l'aide à la prise de décision et l'attraction de nouvelles sources de financement, car les pays seront mieux à même d'effectuer le suivi des progrès accomplis vers la réalisation de leurs engagements climatiques. 15 pays sont en train d'élaborer et de mettre à jour des systèmes de Mesure, de notification et de vérification, parmi lesquels 10 renforcent l'inclusion des dimensions de genre, telles que l'intégration d'indicateurs sensibles au genre, dans le suivi de leurs stratégies liées au climat.

4. De nouvelles tendances sont en train d'émerger, notamment les emplois verts et la transition juste

Assurer une transition inclusive et équitable vers des économies à faibles émissions de carbone est crucial en Afrique, où la pauvreté multidimensionnelle et les inégalités sont omniprésentes et compromettent l'agenda de développement durable. Tirer parti de la croissance verte pour mener une transition juste avec des opportunités d'emplois décents est essentiel pour l'avenir de la jeunesse africaine, qui représente 70 % de la population du continent. Au cours des dernières années, des développements intéressants se sont produits sur ce front. Le Nigéria et le Zimbabwe ont ouvert la voie à l'intégration de la transition juste en entreprenant des activités liées aux emplois verts afin d'éclairer leurs CDN révisées.

Afin d'apporter un soutien à ces efforts, le PNUD s'est associé à l'Organisation internationale du travail (OIT) pour aider les deux pays à renforcer leurs données quantitatives autour de scénarios de transition juste grâce à une modélisation de l'évaluation des emplois verts. Ces efforts attirent de plus en plus d'attention et sont soutenus par une forte volonté politique, les chefs d'État du Sénégal, du Rwanda, du Nigéria et de l'Afrique du Sud exprimant clairement la nécessité pour l'Afrique d'être une partie prenante active dans le débat autour de la définition de ce

qu'est une « transition juste ». En vue de la COP27 en Égypte, l'idée que le continent s'entende sur une position commune est en train de faire son chemin, comme en témoignent plusieurs dialogues pré-COP27 sur la transition juste.

5. L'accès au financement climatique est fixé comme une priorité absolue

Les pays africains ont exprimé des besoins massifs en matière de soutien financier, qui dépassent largement leurs ressources disponibles. Si les pays veulent respecter leurs engagements climatiques et accroître de manière significative la résilience climatique, un financement à grande échelle est nécessaire de la part de toutes les sources disponibles, y compris les subventions publiques, les investissements du secteur privé et les approches innovantes, telles que les obligations vertes et bleues, ainsi que la protection des forêts pour préserver leur potentiel

en tant que puits de carbone. Les pays africains font actuellement des efforts impressionnants pour changer la donne en matière de mobilisation des ressources pour le climat. Une vingtaine de pays de la région élaborent déjà des stratégies de financement ou des plans d'investissement, et six pays prennent des mesures pour renforcer l'engagement du secteur privé. Entre-temps, les conclusions d'une enquête récente du PNUD sur les besoins en matière de soutien pour la mise en œuvre des CDN montrent que près de la moitié des pays africains soutenus par la Climate Promise auront besoin d'un soutien futur pour le financement de la mise en œuvre des CDN. Pour la plupart d'entre eux, cela signifie redoubler d'efforts pour mobiliser des financements pour l'action climatique.

Avec Daisy Mukarakate (Conseillère régionale du PNUD pour les politiques climatiques)

MISSIONS ET OBJECTIFS DE LA CNDT

Les missions de la Commission nationale du Dialogue des Territoires – CNDT – sont précisées par le Décret n°2015-1970 du 28-12-2015 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la CNDT.

Ces missions sont au nombre de six (06) :

- ◆ Assister Monsieur le Président de la République dans la définition de mécanismes de coopération territoriale ;
- ◆ Accompagner le Gouvernement dans la promotion des Groupements d'intérêt communautaire;
- ◆ Aider les collectivités locales à la mise en place de groupements d'intérêt communal et à la création d'Etablissements publics territoriaux;
- ◆ Faciliter la constitution des groupements territoriaux ou pôles territoires;
- ◆ Faciliter les relations entre gouvernement et collectivités locales d'une part et d'autre part entre collectivités locales pour améliorer la concertation entre acteurs territoriaux;
- ◆ Fournir au Président de la République et au Gouvernement, les analyses nécessaires au renforcement des ressources humaines, matérielles et financières des collectivités locales.

La mise en œuvre des missions de la CNDT permettra l'atteinte des objectifs suivants :

Faciliter la cohésion économique, sociale et territoriale grâce à la valorisation de mécanismes de coopération territoriale ;
Aider à la définition des dispositifs de gouvernance des territoires en favorisant le dialogue intra-territorial et interterritorial;
Appuyer le renforcement des ressources humaines, matérielles et financières des collectivités locales en définissant des mécanismes adaptés pour leur mobilisation

Activités de jeunesse pendant les vacances scolaires : la Citoyenneté et l'Insertion par le sport et les loisirs

Promouvoir une politique d'accès aux loisirs pendant les périodes de vacances pour tous les jeunes constitue une priorité des politiques publiques et territoriales en matière de jeunesse. Cette politique prend forme au travers de différents dispositifs de soutien et d'accompagnement proposés par le secteur associatif et par les collectivités : Mouvements Navétanes, Vacances citoyennes, Colonies de vacances, etc. sont autant de dispositifs qui s'inscrivent dans cette dynamique. Comment ces dispositifs s'articulent-ils pour faciliter l'accès aux loisirs des Jeunes et leur offrir les moyens d'une socialisation plus approfondie ?

Au Sénégal, les formules d'encadrement de la Jeunesse pendant les périodes de vacances ont pour objectifs de proposer aux jeunes la pratique d'activités sportives, culturelles et éducatives diversifiées, adaptées et accessibles à tous. L'une des plus célèbres associations d'encadrement des activités de vacances est l'Organisme national pour la Coordination des Activités de Vacances. A sa création, les missions qui lui étaient assignées étaient de coordonner l'ensemble des activités de l'organisme sur l'étendue du territoire national ; de faire du sport et de la culture des instruments efficaces pour l'unité de la jeunesse de notre pays, de les mettre au service de l'amitié et la solidarité entre les peuples ; d'organiser et de développer les activités culturelles et socio-éducatives ; de favoriser le développement des activités socio-économiques ; de participer activement à l'effort de santé publique ; d'œuvrer à la sauvegarde de l'environnement et à la protection de la nature ; de sauvegarder et de développer l'idéal olympique suivant les principes fondamentaux définis par la Charte Olympique ; de représenter les Associations Sportives et Culturelles (ASC) affiliées à l'ONCAV dans tout autre organisme et dans tous les actes de la vie civile ; d'entretenir des relations de franche collaboration avec les autres organisations poursuivant les mêmes buts ; d'organiser des manifesta-

tions à caractère lucratif et enfin d'entretenir des relations avec les pouvoirs publics tout en gardant son autonomie. Dans chacune des régions sénégalaises existe un ORCAV, organe régional représentant l'ONCAV et dans chacun des 47 départements du pays un ODCAV, organisme départemental de l'ONCAV. L'ODCAV de Dakar est le plus important parmi les 47. Son Président Pape Momar LO indique : « l'ODCAV de Dakar est le plus important des ODCAV du pays. Il est composé de 15 zones réparties à l'échelle du département de Dakar et de 197 ASC. Tous les quartiers de Dakar ont au moins une ASC, parfois 2 en fonction de la taille géographique et de population ». Traditionnellement l'évocation du sigle ONCAV renvoie immédiatement au Mouvement Navétanes qui est un championnat inter-quartiers qui regroupe, à travers les Associations sportives et culturelles, tous les quartiers et villages du pays sans exception dans des compétitions sportives (principalement le football). Cette dynamique inédite à l'échelle planétaire notamment dans le monde du football (un championnat de football regroupant tous les quartiers d'un pays pendant une période donnée) a été fortement saluée par la FIFA en 2008/2009. Mais le Président de l'ODCAV de Dakar d'ajouter: « Certes le football occupe une place prépondérante dans le Mouvement Navétanes

Actualités

mais les activités du Mouvement sont multiples. Il y a entre autres l'athlétisme qui est une discipline obligatoire, le basket, la lutte sénégalaise, la natation, le théâtre et les jeux de l'esprit. Il faut, cependant avoir l'honnêteté de dire que depuis quelques années, le football occupe davantage de place dans les activités du fait certainement des enjeux financiers et de réussite sociale. A ce niveau, nous sommes fiers de noter que la plupart des joueurs qui font la grandeur du football sénégalais ont fait leurs premiers pas dans les navétanes qu'il s'agisse de Sadio MANE, Cheickhou KOUYATE, Ismael SARR, El hadji Ousseynou DIOUF, Roger MENDY ou encore Cheikh SECK ».



Les responsables de l'ONCAV offrant du matériel de lutte contre les inondations

Ce succès des sportifs issus des Navétanes fait de cette activité un creuset de talents sportifs mais également administratifs. Le monde du sport sénégalais dans sa partie administrative regorge de dirigeants qui ont fait leurs classes dans les Navétanes. L'actuel Ministre des Sports du Sénégal Matar BA, par exemple, a fait ses armes dans le Mouvement Navétanes. La Fédération sénégalaise de Football (FSF) a également d'éminents membres du mouvement Navétanes dans ses plus grandes instances de déci-

sions. Enfin de nombreux acteurs culturels ou politiques ont déjà occupé des fonctions administratives dans des ASC affiliées à l'ONCAV. Conscient de cette force et de son potentiel, le Mouvement a décidé de faire sa mue. Selon Pape Momar LO : « Les mutations sociales, économiques et sportives ont amené l'OOCAV et ses démembrements à s'activer dans plusieurs domaines et à diversifier les prestations du Mouvement en direction de la Jeunesse. Nous nous sommes impliqués dans la problématique de la prise en charge de l'emploi des jeunes en signant une convention de collaboration avec la DER et en participant activement à la réussite du programme XEYU NDAWYI. Face à la crise du Covid 19, nous avons apporté notre contribution à la lutte contre la propagation de l'épidémie avec la création des Équipes de Sensibilisation Communautaire (ESC) ». En se mettant au côté des populations dans les périodes de crise, l'ONCAV cherche ainsi à participer à la socialisation des Jeunes.



La jeunesse féminine de l'ONCAV offrant du matériel à la pouponnière de la Médina

Toujours dans le cadre de son souhait d'améliorer l'offre de services du mouvement Navétanes au-delà du football, l'ONCAV met dorénavant l'accent sur le volet éducatif pour concilier sport et loisirs. « Sur le plan éducatif, le programme Sports Études est en cours avec des jeunes de moins de 13 ans.

Actualités

Programme qui sera bouclé par un concours d'orthographe prévu le 21 septembre 2022. Suivra le concours du jeune mathématicien pour promouvoir les sciences à l'école. Sur le plan de l'environnement, des campagnes de reboisement ont été menées sur le littoral nord. Sur le plan de la santé, les ASC sont fortement impliquées dans la gestion des postes et/ ou centres de santé dans les territoires du pays et nous développons de plus en plus des formations afin de promouvoir le leadership féminin » ajoute M. LO. En dépit de l'engouement qu'il suscite et de son fort impact social et associatif, le Mouvement Navétanes traîne des difficultés liées à la violence. Le responsable départemental de Dakar du Mouvement précise quelques pistes dans la réflexion engagée par l'ONCAV pour améliorer les choses : « il faudra regrouper certaines ASC qui polarisent le même espace social ou géographique pour réduire les sources de violences potentielles et créer également des bonhommes du Fair Play dans les ASC afin de garantir inclusivement la sécurité des compétitions. Il faudra également exiger des activités communautaires obligatoires dans le règlement des ASC au moment de l'affiliation notamment dans les domaines de la protection de l'environnement, de la sensibilisation sanitaire et de l'éducation scolaire. Enfin la réduction de la durée des compétitions afin d'éviter qu'elle n'empiète sur l'année scolaire est une initiative à renforcer».

Si, en termes de loisirs, les Navétanes constituent une originalité sénégalaise pour occuper sainement les Jeunes durant les grandes vacances scolaires, d'autres activités plus classiques sont également mises à la disposition des Jeunes et moins jeunes au pays de la Teranga. Il s'agit notamment des services d'accueil collectif pour mineurs qui propo-

sent des services divers pour une occupation éducative, ludique et saine des Jeunes sénégalais.



Mme Mariama SECK

Directrice générale de MAGEOR Services

Selon Mme Mariama SECK Directrice générale de MAGEOR entreprise dakaroise spécialisée dans l'évènementiel et dans l'organisation des activités d'encadrement de la Jeunesse : « La période au cours de laquelle se déroulent les programmes de vacances donne l'occasion aux enfants d'avoir des activités d'occupation. Dans cet élan, l'expérience des colonies de vacances, des camps de vacances ou des journées récréatives permettent aux acteurs que nous sommes de capitaliser l'intelligence, la potentialité et l'ouverture d'esprit des enfants afin de les orienter vers des actions fructueuses et lucratives pour leur propre épanouissement mais aussi pour les sensibiliser au civisme dès leur jeune âge. Les enfants ont besoin de découvrir d'autres cadres, hors des endroits habituellement fréquentés, d'échanger avec d'autres enfants et de s'exprimer pour leur développement personnel. C'est ainsi qu'on note aujourd'hui une volonté accentuée des parents (en particulier) et des

entreprises de promouvoir l'épanouissement des enfants à travers la mise en œuvre des activités de vacances qui permettent à l'enfant de se découvrir et de valoriser son potentiel ».

Le secteur en plein essor doit faire face à certaines difficultés. La première est la réticence de certains parents. Selon la Directrice de MAGEOR : « de nombreux parents sont réticents à l'idée de confier leurs enfants à des Accueils collectifs pour Mineurs. Cela peut se comprendre. L'anxiété parentale pour les enfants passe souvent par là. Mais nous prenons à chaque fois nos dispositions pour assurer la sécurité des mineurs sous notre responsabilité. La sécurité des enfants est notre priorité absolue ». Une autre difficulté est l'accès aux édifices publics et culturels. Selon Mme SECK : « L'accès à certaines institutions ou édifices publics ou encore à certains monuments culturels ou artistiques constitue une difficulté lorsque nous déroulons nos activités. Il est nécessaire parfois de susciter la curiosité et l'intérêt chez les enfants pour tout ce qui est culturel et administratif. Cela permet de créer des vocations. Dans le cadre de nos sorties récréatives à vocation pédagogique, les accès à certains édifices sont rendus difficiles par la Loi ou par les règlements intérieurs de ces structures ».

Mais en dépit de ces difficultés, la cheffe d'entreprise est d'avis que « le domaine de l'accueil collectif des mineurs joue un rôle essentiel dans l'encadrement d'une partie de la jeunesse sénégalaise durant les activités de vacances ».

Pour elle : « les Navétanes constituent un creuset dans l'encadrement des Jeunes au Sénégal durant les grandes vacances scolaires. Cependant la nature des activités du mouvement Navétanes et les scènes de violence associées à tort ou à raison font que le

public des enfants n'y trouve pas sa place pleinement. A travers nos activités d'encadrement en direction de l'adolescence et de la petite enfance nous comblons cette lacune en permettant aux moins jeunes de pouvoir bénéficier durant les vacances d'opportunités de divertissement ».

A côté de ces acteurs associatifs ou privés qui interviennent dans l'encadrement de la Jeunesse durant les activités de vacances, l'Etat sénégalais propose également ses services pour accompagner les Jeunes durant les grandes vacances. Plusieurs initiatives sont proposées dont la plus ancienne semble être le programme des Vacances citoyennes initié en 2000 par le 1^{er} gouvernement du Président Abdoulaye WADE. Ce programme constitue un levier par lequel les autorités publiques cherchent à trouver un moyen d'expression de l'engagement de la jeunesse et d'expression des potentialités de tout un chacun. Elles mettent l'accent sur la citoyenneté et le civisme et sur la participation des Jeunes à l'effort de développement national. En dépit d'un changement de régime en 2012, les autorités publiques ont décidé de continuer l'expérience des Vacances citoyennes. Au-delà du principe fondamental de la continuité de l'Etat, cette perpétuation de l'esprit des Vacances citoyennes est une preuve que l'encadrement des Jeunes durant les vacances relève de l'intérêt général et peut, à ce titre, endosser le statut de priorité publique.

Papa Abdoulaye DIOP



Vue aérienne de la Grande Mosquée de Touba

Au Sénégal, le Magal est un jour férié. Cette célébration tombe généralement le dix-huitième jour du mois islamique de Safar et sa date varie d'année en année selon le calendrier grégorien. Il s'agit de la plus importante fête religieuse de la confrérie mouride et sera célébrée cette année le 15 septembre 2022 dans la ville religieuse de Touba et partout au Sénégal.

Le Magal de Touba est la commémoration du départ en exil de Cheikh Ahmadou Bamba MBACKE au Gabon. Étymologiquement, Magal est un terme wolof qui signifie « rendre hommage, célébrer, magnifier ».

Cheikh Ahmadou Bamba MBACKE EST est né en 1855 (1272 de l'Hégire) à Mbacké, dans le Baol dans le centre du Sénégal. Fin lettré, le vénéré Cheikh a composé de très nombreux ouvrages dans les domaines de la jurisprudence, de la théologie, du soufisme, de la bonne éducation. Martyrisé pour ses convictions religieuses par les colons français et privé de liberté pendant une majeure partie de son

existence (32 ans d'exil au Gabon puis en Mauritanie, de mise en résidence surveillée et de persécutions), il a fondé la « Mouridiya » (le Mouridisme) qui peut se définir comme une aspiration à Allah (Mouridoullahi) de manière conforme à l'esprit et au message prophétique et comme une philosophie du travail et de l'effort. Au départ, la communauté mouride ne se réunissait pas pour célébrer le Magal, mais chacun le faisait chez lui en immolant un mouton pour certains, en préparant des repas spéciaux, etc. C'est Cheikh Mouhamadou Fadilou MBACKE, illustre fils du Saint homme, qui a initié la célébration du Grand Magal de Touba telle que nous la connaissons aujourd'hui, en demandant aux talibés de se rendre à Touba tous ensemble le jour du 18 Safar. Comme chaque année, cette édition 2022 verra des records d'affluence de Sénégalais venus magnifier la victoire du Cheikh face à l'agressivité du colon et rendre grâce à Allah et au Prophète Mohamed (SAW) pour cette victoire.

Bon Magal à Toutes et à Tous.

Papa Abdoulaye DIOP

La Chronique du Kankourang par Mamadou KANE



Mamadou KANE, historien et essayiste

Quand survient Septembre, il fait beau à Mbour. Comme par enchantement, les forces de la nature s'accordent et plantent un décor d'une merveilleuse harmonie. Le ciel de la cité ensoleillée resplendit. Entre deux salves de pluie, les nuages éclaircis, sont traversés par des arcs qui reflètent, en spectre, les plus belles couleurs de l'univers. L'air chaud et humide se dissipe dans la brise suave qui s'échappe de l'océan azuré, berceau des sublimes plages de la Petite Côte. La fraîcheur s'infiltré dans les larges rues de la ville. Le vent diffuse les palabres interminables d'oisifs amateurs de thé réfugiés à l'ombre des arbres plantés, à dessein, aux devantures des vastes maisons. Au loin, des clameurs s'échappent des poumons de férus de foot qui squattent les tribunes du stade Tata Caro. Ces bruits de saison du championnat populaire "Nawetaane", comme une respiration saccadée, succombent finalement aux douces sonorités qui bruissent dans les "Kounda", ces concessions d'une autre époque, ultimes remparts d'une présence mandingue séculaire dans un cadre d'une urbanité suspecte. En sourdine, le jambadong s'annonce, se répand dans les quartiers Thiocé et Santessou, puis s'empare de la ville toute entière. L'air du temps sent les effluves du Kankourang. Mbour frémit comme une feuille

soufflée par le vent, puis s'agite dans ce rythme endiablé de cette musique qui évoque la fameuse "danse des feuilles". La ville capitule, ses habitants se livrent sous le charme du masque majeur. Le mythe ne laisse nul indifférent, il est irrésistible et ne cède la vedette à personne. Le "jeumbo-jeumbo" l'expression consacrée du jambadong précède la sortie du "kewoulo" autre dénomination du Kankourang. Cette danse frénétique et ces chants envoûtants au rythme du "kutiroo" et du "junkturadoo" effacent les douleurs des circoncis qui viennent de passer l'épreuve sanguinolente du couteau rituel. Tant il est vrai que les paillasses des hôpitaux ont supplanté les vieux mortiers dans les fonds desquels venaient se nicher, comme des copeaux, les bouts de derme des "bilakoro". Quand le Kankourang s'installe sur son trône, les "lél ou jujuwoo" qui font office de "bois sacrés" sont ressuscités. Socé, le Manding retrouve sa fierté mise en berne depuis des lunes. "Kintang", l'initié retrouve sa science utilitaire. "Niansun", le fébrile circoncis exhibe son courage en bandoulière. Le vieillard retrouve son autorité et sa sagesse. Mbour la cité cosmopolite bombe le torse et revendique cette valeur universelle inscrite, depuis 2006 par l'Unesco, sur la liste des chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité. Alors que les intrus squattent le cercle naguère fermé des initiés, la foule, en extase mais profane, empeste les étapes de la procession sacrée des initiés qui constituent la garde rapprochée du Kankourang. La perfidie du folklore s'incruste dans la pureté authentique d'un rituel qui a traversé les siècles. L'intemporel Kankourang, dans son manteau ocre de fibre et armé de sa fine machette, résiste aux épreuves de la modernité mais garde toute sa magie qui évoque le paradis mythique.

Madou KANE

© copyright CNDT 2022

Le rallye Toulouse-Saint Louis du Sénégal revient



Après deux années d'absence, le Rallye Toulouse-Saint Louis revient le 17 septembre pour sa 38e édition.

Après les deux annulations en raison du Covid du Toulouse-Saint Louis, les aviateurs héritiers d'Antoine de Saint-Exupéry pourront surplomber les airs comme au bon vieux temps.



Le rallye Toulouse Saint-Louis qui se termine au Sénégal aura lieu du 17 au 30 septembre prochain. Il revient ainsi pour une 38e édition. Il est considéré comme le plus long rallye aérien du monde.

Les pilotes suivront donc les traces du Petit Prince et de son auteur, dans un parcours en 10 étapes traversant l'Espagne et le Maroc.

Le Grand Carnaval de Dakar

La troisième édition du grand carnaval de Dakar aura lieu cette année les 25, 26 et 27 novembre 2022 sous le thème « sport et culture » et avec à l'honneur la culture Haal Pulaar.



Le Grand Carnaval de Dakar est un événement annuel qui se tient le dernier week-end du mois de novembre, période qui coïncide avec la haute saison touristique. L'événement contribue à la promotion et à la préservation de l'héritage culturel. Cette année, le grand carnaval rend hommage aux Lions du Sénégal victorieux de la CAN-2022 et au sport en général d'où le choix du thème « sport et culture ». Culture et sport véhiculent des valeurs collectives extrêmement positives : le partage, l'excellence, le don de soi, l'ouverture. Le Grand Carnaval sera une parfaite occasion d'explorer un pan de l'histoire culturelle et sportive du Sénégal et montrer l'ancrage de la culture dans la pratique sportive à l'image des lutteurs qui dansent le baaku avec leurs tenues traditionnelles juste avant un combat. Ou encore les Assiko, ces orchestres aux instruments typiques qui accompagnent les équipes de football navetanes avec leurs rythmes festifs.



Voir en ligne : <https://www.grandcarnavaldedakar.com/>